Vue(s) et point(s) de vue de Strasbourg: Les frontières de l'espace urbain

Guillaume Christen, Pierre Dias, Muriel Dudt, Lyes Laifa, Wissal Selmi

▶ **To cite this version:**

Guillaume Christen, Pierre Dias, Muriel Dudt, Lyes Laifa, Wissal Selmi. Vue(s) et point(s) de vue de Strasbourg: Les frontières de l'espace urbain. Revue des Sciences sociales, 2017, Projection(s) urbaine(s), 57, pp.166-173. 10.4000/revss.347 . hal-01928666

HAL Id: hal-01928666
https://hal.science/hal-01928666

Submitted on 4 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Revue des sciences sociales

57 | 2017
Projection(s) urbaine(s)

Vue(s) et point(s) de vue de Strasbourg

Les frontières de l'espace urbain

Strasbourg Perspective(s)

Guillaume Christen, Pierre Dias, Muriel Dudt, Lyes Laifa et Wissal Selmi

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/revss/347
DOI : 10.4000/revss.347
ISSN : 2107-0385

Éditeur
Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée
Date de publication : 15 juillet 2017
Pagination : 166-173
ISBN : 978-2-86820-969-6
ISSN : 1623-6572

Ce document vous est offert par Université Picardie Jules Verne

Référence électronique
Guillaume Christen, Pierre Dias, Muriel Dudt, Lyes Laifa et Wissal Selmi, « Vue(s) et point(s) de vue de Strasbourg », *Revue des sciences sociales* [En ligne], 57 | 2017, mis en ligne le 15 juillet 2017, consulté le 04 décembre 2018. URL : http://journals.openedition.org/revss/347 ; DOI : 10.4000/revss.347

Guillaume Christen
Docteur en sociologie de l'environnement
Pierre Dias
Docteur en psychologie sociale et environnementale
Muriel Dudt
Docteure en sociologie
Lyes Laifa
Doctorant en aménagement et urbanisme
Wissal Selmi
Docteure en géographie
SAGE – DynamE – AMUP – LIVE/
Université de Strasbourg

Vue(s) et point(s) de vue de Strasbourg

Les frontières de l'espace urbain

Dans cet article nous proposons de revenir sur les apports d'une journée d'étude doctorale intitulée « Vue(s) et point(s) de vue de Strasbourg » qui s'est déroulée le 20 novembre 2015. À cette occasion, diverses problématiques socio-spatiales ont été soulevées par le biais de six communications ponctuées par une table ronde de chercheurs confirmés portant sur la multiplicité des acteurs de l'espace urbain. À l'initiative de doctorants, cette journée d'étude trouve son origine dans la prise de conscience du partage d'un terrain, celui de la ville de Strasbourg et d'une approche, celle des relations que les individus entretiennent avec la ville. En raison des disciplines, diverses et parfois cloisonnées (telles que la sociologie, la psychologie, la géographie ou encore l'aménagement urbain), et donc aussi de laboratoires de recherche différents, il est souvent difficile de communiquer et d'échanger malgré la proximité des travaux. Il apparaît pourtant indispensable, pertinent et bénéfique de confronter les regards portés sur la même ville à travers différents prismes afin d'appréhender la dynamique complexe que peut représenter un espace urbain, tout en mettant au jour les angles morts relatifs à nos approches respectives. Ici, il s'agit de rendre compte des six communications menées par les jeunes chercheurs et plus particulièrement de leur convergence autour de la problématique des frontières (quel que soit leur type) qui structurent l'espace urbain. Dès lors, les apports de la table ronde sur les enjeux et les acteurs de la construction de la ville ne seront pas abordés explicitement, mais considérés et utilisés pour alimenter et enrichir cette notion apparue comme centrale.

En effet, la ville comme problématique spatiale bouleverse les frontières épistémologiques (Létourneau 2008) en articulant de manière transversale les approches des sciences sociales, de la géographie ou encore des sciences et techniques. L'espace urbain relève des dimensions socio-économiques, écologiques, mais également des services éco-systémiques ainsi que des dimensions géographiques, renvoyant aux modes de vie, aux mobilités, aux perceptions. Les vues et points de vue échangés sur l'objet « ville » ne prétendent pas proposer un travail transdisciplinaire, c'est-à-dire un savoir commun autour de la ville, mais admettent la complexité de l'objet. Cette complexité se traduit par un décentrement des points de vue disciplinaires, qui vise à « reconnaître les apports différenciés et pluriels des approches dans ce qu'elles ont de propre » (Létourneau 2008), tout en dépassant les « constructions simplificatrices » de la réalité (Kalaora et Larrère 1989) élaborées par et dans chaque discipline. Le dialogue conduit

RSS57.indb 166 22/05/17 14:30

au cours de cette journée d'étude admet que chacune des « perspectives contribue de manière irremplaçable à la compréhension de l'objet » souvent complexe et « peu réductible à une seule chose » (Létourneau 2008).

Les différentes recherches présentées mettent toutes en lumière l'importance de la prise en compte des liens entre le bâti et l'humain, c'est-à-dire entre la ville dans sa dimension matérielle et les individus dans leur dimension sociocognitive (Ramadier 2009). Un rapide croisement des recherches rappelle aussi que ces liens ne sont pas unidirectionnels. En effet, si la morphologie socio-spatiale de l'espace urbain influence les représentations et les pratiques des individus, ces derniers n'en sont pas moins considérés comme des « acteurs » de la ville. Cette problématique autour de la relation individu-milieu a été abordée sous trois angles qui ont fait l'objet de trois ateliers. Le premier concerne les représentations de l'espace urbain. Deux contributions viennent montrer que la ville peut revêtir des significations différentes en fonction des positions sociales des individus, en particulier dans le contexte d'un quartier patrimonialisé (quartier de la Neustadt) qui tend à renforcer les différences d'appropriations. Ainsi, il est mis en évidence que l'existence de frontières cognitives participe à la ségrégation et à la fragmentation socio-spatiale de la ville. Le deuxième atelier « frontières urbaines et sociales » aborde l'existence d'inégalités sociales, qui s'imbriquent aussi aux inégalités spatiales, et qui peuvent provoquer des sentiments de marginalisation, ici envisagés par deux études à travers le vécu d'habitants de quartiers populaires strasbourgeois. Aux frontières socio-économiques (ségrégation dans la ville) viennent alors s'en superposer d'autres, plus immatérielles, mais plus étanches (Escallier 2006), à savoir les frontières imaginaires et cognitives qui s'incarnent dans des manières de se représenter et d'apprécier l'espace urbain (phénomène de stigmatisation). Enfin, le troisième atelier (« écologie et environnement urbain ») met à jour les frontières sociales et spatiales qui séparent les diverses pratiques écocitoyennes dans la ville. Pour cela, deux études viennent décrire les liens entre l'écologie et l'environnement urbain en se centrant sur l'inégal accès des citoyens aux services éco-systémiques ainsi qu'aux dispositifs de transition énergétique.

Premier atelier : représentations de l'espace urbain

Selon Rapoport (1980), les significations accordées à un milieu physique ne sont pas issues du milieu lui-même mais de la relation que les personnes entretiennent avec celui-ci. De fait, les situations comme les spécificités des individus sont primordiales à considérer pour appréhender le rapport individu-milieu dans sa complexité. Les façons d'agir et de se représenter l'espace urbain ne dépendent pas simplement de *stimuli* physiques, mais de la socialisation des individus ainsi que de la construction idéologique des villes qui expliquent en partie l'existence de différents espaces vécus (Frémont 1976) chez les habitants d'une même ville. L'atelier en question aborde cet aspect selon deux points principaux qui s'articulent : le renforcement de l'identité sociale des habitants dans leur rapport à la ville (la ville comme métropole est-elle représentée de la même manière par des groupes sociaux dominants ou non ?) et la construction idéologique de la ville dans son processus patrimonial (est-il vécu de la même manière par tous et quels sont ses acteurs ?). Alors que la première présentation appréhende l'ensemble de la ville de Strasbourg, la deuxième se concentre sur un quartier de la ville : « la Neustadt », fortement patrimonialisé. Ces deux échelles d'analyse complémentaires permettent de se focaliser sur les frontières cognitives que peuvent rencontrer les individus dans l'espace urbain, autrement dit sur les significations qui lui sont accordées. D'une part sur celles liées aux effets de la ville dans la définition d'un territoire et d'autre part sur celles relatives aux effets propres de la valorisation du patrimoine souvent utilisé dans les compétitions entre territoires (Ghorra-Gobin 2007).

La première étude propose une approche structurale pour appréhender la relation entre l'individu et l'espace urbain. En effet, la construction idéologique des villes interfère dans les différences de rapports entretenus à celles-ci selon la catégorie sociale des individus (Lefebvre 1972). L'objectivation des positions sociales occupées par les acteurs s'effectuerait alors en partie par les représentations qui sont associées à la ville (tout comme par les pratiques de celle-ci), traduisant différentes relations au milieu qui devraient répondre à un principe d'homologie structurale entre l'espace cognitif, social et spatial (Dias 2016). Afin d'explorer cette problématique, un questionnaire est réalisé auprès de 681 agents de l'Université de Strasbourg (différents BIATSS[1] de catégorie A, B, C et enseignants-chercheurs). Cette population a l'avantage de partager un même ancrage géographique par leur lieu de travail, permettant ainsi de comparer leurs relations à la ville de Strasbourg tout en insistant sur leurs diversités sociodémographiques.

À partir d'une classification ascendante hiérarchique (CAH) réalisée sur l'importance accordée aux lieux issus d'une évocation libre sur le terme inducteur « Strasbourg », cinq différentes représentations de la ville sont identifiées : « centrée sur les lieux instrumentaux », « centrée sur les lieux consensuels », « centrée sur les lieux récréatifs », « centrée sur les quartiers de la ville » et « centrée sur les places de la ville ». Après avoir identifié les caractéristiques de ces représentations (fonctionnelle, usage, physique, affective) grâce à des échelles de Likert[2], nous remarquons que les deux représentations « centrée sur les lieux consensuels » et « centrée sur les places de Strasbourg » apparaissent évaluatives, c'est-à-dire attachées aux dimensions physiques et affectives des lieux. Les représentations que nous avons appelées « centrée sur les lieux instrumentaux » et « centrée sur les quartiers de la ville » sont à l'inverse attachées aux dimensions fonctionnelles et d'usage des lieux. Enfin, la

RSS57.indb 167 22/05/17 14:30

représentation « centrée sur les lieux récréatifs » a la particularité de reposer sur l'ensemble de ces deux dimensions à la fois.

De plus, il ressort que lorsque les représentations de la ville sont évaluatives, elles sont liées à des traitements cognitifs de l'information spatiale qui sont holistiques, c'est-à-dire construits à partir de quelques lieux qui viennent résumer l'ensemble. Lorsque les représentations sont fonctionnelles, elles ont plutôt tendance à être liées à des traitements cognitifs de l'information spatiale qui sont analytiques, c'est-à-dire construits à partir de nombreux lieux qui viennent détailler l'ensemble.

Enfin, une dernière analyse sur la description des positions sociales des groupes qui produisent ces représentations montre que les représentations évaluatives de la ville sont liées à des groupes caractérisés par une position dominante dans le champ académique (capital culturel élevé[3]) et que les représentations fonctionnelles de la ville sont liées à des positions sociales plus modestes.

Ces résultats montrent que le traitement cognitif de l'espace urbain induit un rapport évaluatif ou fonctionnel à la ville dépendamment des positions sociales des individus. Il est alors possible de penser un éventuel principe d'homologie entre les structures sociales, cognitives et géographiques de la relation individu-milieu. Effectivement, lorsqu'un individu a une position sociale élevée, il a également tendance à avoir une représentation spatiale abstraite marquée par quelques lieux qu'il considère comme symboliques de la ville. Lorsqu'un individu à une position sociale plus fragile, sa représentation de la ville est concrète et au plus proche de la complexité spatiale de cet espace urbain.

Nous proposons d'interpréter ces différentes relations à la ville par le biais des idéologies afférentes au processus de globalisation de l'urbanisation. Il se trouve que nous observons aussi que les groupes dominants (ayant les représentations évaluatives de la ville) associent plus simplement la ville de Strasbourg à d'autres villes dans le monde. Or, c'est certainement le fait d'avoir une représentation évaluative et construite par quelques lieux symboliques qui permet de la mettre en relation avec des lieux symboliques d'autres villes. Dès lors, il se peut que les groupes avec des positions sociales dominantes (et *a fortiori* plus proches de la globalisation de l'espace urbain dans leur mode de vie[4]) réalisent une comparaison avec leurs pairs qui résident dans d'autres villes. Alors que pour les autres groupes plus modestes, les représentations fonctionnelles de la ville permettent certainement de comparer les lieux fréquentés aux autres lieux de la même ville, autrement dit, ces groupes se comparent à d'autres groupes sociaux qui fréquentent aussi la ville plutôt qu'à des pairs qui seraient ailleurs. D'un point de vue psychologique, cette relation participerait finalement aux différents processus de valorisation de l'identité sociale, aux renforcements des positions sociales occupées et à l'existence d'inégalités sociales dans le rapport à l'espace urbain.

En parallèle de cette objectivation des rapports sociaux dans le rapport quotidien à Strasbourg, la question de la patrimonialisation prend une place particulière et vient constituer une part non négligeable de la compétition entre villes au niveau européen et mondial (Djament-Tran 2015). Ce processus ressort comme une imbrication de plusieurs actions portées par différents acteurs (Heinich 2009) qu'il convient d'aborder et de déconstruire pour en connaître les impacts.

Le cas particulier du quartier de la Neustadt à Strasbourg illustre parfaitement l'intérêt grandissant du patrimoine dans la valorisation de la ville, par les monuments historiques, l'architecture de l'habitat, mais aussi les modes de vie quotidienne de ses habitants. Ce quartier ayant une histoire particulière marquée par le régime impérial allemand, ces édifices ont rapidement gagné une reconnaissance institutionnelle. Suite à une série d'entretiens semi-directifs menés en 2014 dans ce même quartier[5], il s'avère que les affects sont nombreux et qu'ils jouent un rôle déterminant du fait patrimonial. Les individus considèrent comme patrimoine ce qui leur provoque des émotions, jusqu'à ressentir des bouleversements à l'idée d'altérer le bâti. Ainsi, il existe une volonté des habitants à protéger ce cadre de vie spécifique qui corrobore la volonté des politiques publiques à valoriser l'image de la ville par son patrimoine, son savoir-faire, la qualité de vie qu'elle apporte, etc.

Cependant, tous les résidents ne partagent pas les mêmes sentiments et les mêmes connaissances vis-à-vis des projets de restauration ou de valorisation de l'espace urbain. L'enquête réalisée dans le quartier de la Neustadt souligne que seulement 40 % des personnes interrogées ont conscience de résider dans ce quartier précis (la Neustadt), particulièrement patrimonialisé aux yeux de tous. Le reste des individus déclarent vivre dans d'autres quartiers (le quartier gare, le quartier république, etc.), révélant ainsi qu'ils ne considèrent pas leur lieu de résidence comme patrimonialisé ou touché par ce genre de politiques. Aux vues de la première présentation, il est possible de penser que la position sociale des individus détermine la représentation de leur quartier ainsi que la manière de le pratiquer. Par le croisement de ces deux études, il est alors possible de penser que lorsque les individus les plus capitalisés se représentent leur lieu de résidence comme un patrimoine valorisant et valorisé, ceux qui sont plus modestes n'abordent pas la notion de patrimoine et ne participent pas aussi fortement à son essor, ou alors malgré eux. Les différents quartiers administratifs qui composent cette étendue de la Neustadt révèlent en effet une ségrégation socio-spatiale allant des quartiers les plus populaires du centre-ville jusqu'à ceux caractérisés par des résidents aux revenus très élevés. Les entretiens réalisés soulèvent aussi des modes d'appropriation de l'espace urbain qui varient entre ces différents groupes sociaux, les premiers cherchent à entretenir l'aspect historique et symbolique des lieux et les seconds cherchent à entretenir leurs expériences personnelles, leurs souvenirs d'enfance, etc. Ainsi, comme la position sociale influe sur la relation à l'espace urbain (Semmoud 2005), il semble que les groupes sociaux dominants cherchent plutôt à

RSS57.indb 168 22/05/17 14:30

se valoriser par un rapport symbolique lié au patrimoine alors que les groupes plus modestes s'attachent plus à leurs expériences personnelles.

Si cette distinction reste à étudier de manière plus fine, il est pertinent de souligner l'existence d'une certaine unanimité autour de la notion de « patrimoine » comme un bien commun. L'ensemble des individus interrogés participent finalement à cette patrimonialisation, mais par des biais différents en pratique et en significations. Cette distinction pourrait aussi soulever l'existence d'une mixité sociale des résidents (de leur manière d'agir et de penser sur l'espace urbain) qui tendrait à diminuer l'hétérogénéité sociale (Gravari-Barbas 2005) historique de ce quartier qui se compose traditionnellement d'habitants aisés.

Le croisement de ces deux interventions met en relief l'importance de la hiérarchisation de l'espace urbain dans sa construction idéologique. Les villes, cherchant à exercer une attraction de par leur économie et leur patrimoine, développent des politiques urbaines qui valorisent certains lieux, comme le centre-ville, ou certaines catégories d'individus, comme les classes supérieures. Les inégalités sociales se voient alors renforcées par des frontières cognitives qui appuient les ségrégations en places dans l'espace urbain. Il existerait ainsi une reproduction non intentionnelle des asymétries sociales dans le rapport quotidien à la ville, notamment par les représentations (significations) qui lui sont associées.

Deuxième atelier : frontières urbaines, frontières sociales

L'étude des « quartiers populaires » (Hamel et Siméant 2006)[6] pose la question des frontières physiques et subjectives qui traversent la ville (Hamann et Hintermeyer 2012). Espaces à la périphérie, ces quartiers interrogent les liens entre l'urbain et le social, entre le bâti et les processus d'identification qu'il engendre, entre les inégalités spatiales et les sentiments de marginalisation qui peuvent en découler (Jamoulle 2008). L'atelier prévu à cet effet a souhaité aborder ces questions par le biais de deux approches différentes et complémentaires. La première s'est centrée sur l'étude d'un processus de gentrification et de ses effets sur l'évolution des frontières internes d'un quartier populaire en recomposition. Quant à la seconde, elle s'est focalisée sur l'expérience subjective des frontières urbaines à partir du point de vue d'une habitante d'une « cité » strasbourgeoise.

La question des frontières a été observée sous l'angle des dynamiques de mutation qui affectent depuis plusieurs années le quartier de la gare à Strasbourg, et qui se trouve être, dans le cas présent, le terrain d'une recherche doctorale en architecture et urbanisme[7]. En effet, cette partie de la ville fait l'objet de vastes programmes de transformation urbaine et paysagère, ce qui a contribué au changement d'image et à l'embellissement de certains secteurs, d'une part, et à l'érection de nouvelles frontières physiques et sociales de l'autre.

Les rénovations, les restructurations et les nouvelles implantations sont à la fois les moteurs et les symptômes d'une forme de gentrification qui ne cesse ne cesse de s'emparer des lieux. Assimilée à de l'embourgeoisement urbain, et engageant des ramifications physiques, économiques, sociales et culturelles conduisant au remplacement des habitants originaux par d'autres (Hamnett 1984), la gentrification semble très clairsemée au sein du vaste et contrasté périmètre du quartier de la gare. Car, outre son caractère central, et son parc foncier d'une grande valeur, ce territoire joue un rôle important dans la ville, dans la mesure où il est un haut lieu de transit et d'accueil et une plaque tournante des flux migratoires, ce qui explique son fort accent cosmopolite ainsi que sa diversité socio-économique. Par ailleurs, la présence de la gare centrale et de toutes les friches qui s'y rattachent offre plusieurs facettes au changement amorcé, avec une organisation spatiale fragmentée et circonscrite par des frontières « naturelles » (le glacis et l'anneau insulaire) d'une part, et des barrières artificielles installées par l'homme (fortifications, ceinture autoroutière et domaine ferroviaire) de l'autre.

Entre patrimoine rénové et celui qui devrait l'être, secteurs classés sauvegardés[8] et ceux considérés comme n'étant pas dignes de l'être, logements de standing et HLM y aspirant, il y a tellement d'inégalités et de nouvelles frontières qui s'immiscent subrepticement dans les quatre coins du quartier. Des frontières physiques, mais aussi sociales, et l'on y retrouve là tout l'impact de la gentrification, de par sa corrélation directe avec le prix du foncier notamment. Des frontières entre des populations pauvres ou « précarisables » éparpillées dans le tissu et des populations plus aisées rassemblées, ou presque, autour de la ceinture des boulevards. Entre ceux qui habitent au cœur de l'effervescence et ceux qui se contentent des bords ; ceux jouissant d'un cadre extérieur plutôt agréable et ceux qui tentent de se trouver des pseudo-havres de paix dans un contexte urbain. Tel est le constat de ces nouvelles frontières entre ceux qui s'approprient les lieux et ceux qui s'accrochent aux poches de résistance, fruits d'une gentrification complexe de ce quartier de la gare, et dessinant peu à peu une vision scindée de l'espace.

L'expérience subjective des frontières à la fois urbaines et sociales au sein de la ville a également été analysée à partir du point de vue d'une habitante d'un autre quartier populaire strasbourgeois : le Neuhof. Cette habitante s'appelle Elif Selam[9]. Elif est née en 1992 à Strasbourg et vit depuis son enfance dans le quartier du Neuhof. À partir de l'analyse de son récit de vie (Bertaux 2006), réalisé dans le cadre d'une recherche doctorale[10], deux dimensions étaient alors abordées : d'une part, la manière dont les contextes de vie traversés, voire investis, par Elif ont pu produire certains modes d'identification (Brubaker 2001)[11] ; et, d'autre part, les effets de ces modes d'identification sur les relations qu'Elif entretient avec les filles et les garçons qu'elle côtoie.

Durant son enfance, Elif n'a pas encore conscience de l'investissement symbolique dont souffre le quartier

RSS57.indb 169 22/05/17 14:30

du Neudorf. Cette conscience va cependant progressivement émerger au moment du collège, quand elle fréquente un établissement scolaire situé dans la partie pavillonnaire du quartier du Neuhof : le Stockfeld. C'est face aux « autres » (Elias & Scotson 1997), à « ceux du Stockfeld », « des inconnus », qu'Elif dit appartenir au groupe « du Neuhof centre ». L'opposition aux adolescent(e)s du Stockfeld se réalise, pour la jeune fille, à partir d'une conception différente du rapport à l'institution scolaire. Si Elif se joint aux filles et aux garçons « bordéliques », elle critique les jeunes du Stockfeld pour leur docilité, leur individualisme, ainsi que leur incapacité à se battre, à la fois verbalement et physiquement (Lepoutre 2001). Être loyal à son quartier c'est également, pour Elif, « être comme un homme ». Mais si cette masculinité lui permet de se rapprocher des garçons du Neuhof – avec qui elle « fait le bordel » –, elle l'éloigne également de la perspective d'une relation amoureuse.

Que se passe-t-il alors lorsqu'Elif fréquente un établissement scolaire situé à l'extérieur de son quartier ? Elle en fait l'expérience lorsqu'elle est orientée vers le lycée professionnel Oberlin, dans le quartier de la Krutenau. Scolarisée dans une classe quasiment uniquement fréquentée par des adolescent(e)s d'autres quartiers populaires strasbourgeois, Elif se dit contrainte de représenter son quartier, de montrer « qui elle est » : une fille du Neuhof. Elle continue alors de performer le stéréotype de la « racaille » (Rahmani 2008). Cette performation passe toujours par la mise à distance de la sexualité, cette dernière étant associée aux « autres » filles : celles qui ne viennent pas d'un « quartier » ne sont ni « arabes », ni « turques », ni encore « musulmanes ».

Elif va cependant investir d'autres espaces pour, comme elle le dit, « draguer ». Dans ces espaces, Elif laisse de côté son rôle de « racaille » et se présente comme une fille « féminine ». Fait notable : la jeune fille circule au niveau international afin d'élargir ses horizons de rencontre amoureuse, entre l'Allemagne, la Belgique et la Turquie.

Le cas d'Elif Selam permet donc d'envisager le point de vue d'une jeune fille du Neuhof sur son quartier, sa ville ainsi que sur les autres espaces dans lesquels elle circule au niveau européen. Son parcours révèle la plasticité de ses identifications de genre en fonction des contextes, ainsi que la force des stéréotypes (qu'elle co-performe), en particulier au sein des différents environnements scolaires qu'elle côtoie, dans et en dehors du quartier.

Ces deux présentations, bien que contrastées, ont permis de mettre en évidence l'articulation des frontières physiques et subjectives qui traversent la ville, ainsi que leur recomposition dans le temps et dans l'espace. Elles interrogent notamment les effets des images – et des imaginaires – attachés aux « quartiers populaires » sur les processus d'identification de leurs habitants, entre co-performation et rejet des stéréotypes.

Enfin, la troisième partie de cet article s'attache à décrire les marquages physiques que le développement durable contribue à faire exister dans l'espace urbain. De cette façon, il sera possible d'appréhender dans un système holistique les dimensions sociale, spatiale et cognitive des frontières.

Troisième atelier : écologie et environnement urbain

L'appréhension des questions environnementales et écologiques dans un contexte urbain soulève des interrogations sur les interactions entre les acteurs et leur espace de vie. Une telle démarche permet de penser différemment la ville en la considérant comme un « socio-système » (McInyre *et al.* 2008). Ce troisième atelier a été l'occasion d'aborder des solutions locales face au réchauffement climatique. Deux manières de faire exister des frontières dans la ville ont été abordées à partir de deux études de cas : la démocratie environnementale (la possibilité offerte aux citoyens de contribuer à la transition énergétique) et les services écosystémiques rendus par la végétation urbaine (le potentiel des arbres à réduire la pollution atmosphérique et les gaz à effet de serre) comme frontières possibles de la ville. Les services écosystémiques sont alors susceptibles d'être répartis différemment dans la ville, à l'image d'une « politique environnementale régressive » (Theys 2007), où les populations favorisées bénéficient d'un cadre de vie plus agréable et « écologique ». Or, les inégalités environnementales ne sont pas seulement un reflet des inégalités d'accès aux services écosystémiques ; elles renvoient à la capacité des acteurs à participer au changement social autour d'une conception « plus actante de ce qui fait environnement » (Faburel 2008 : 120).

La démocratie environnementale a été interrogée sous l'angle d'une inégale participation des acteurs à contribuer au bien commun que serait la production d'« énergie verte ». En effet, l'émergence de ces nouvelles formes d'inégalités ne renvoie pas tant à des expositions inégales des acteurs face aux risques post-modernes (pollutions, nuisances), mais questionne le problème des inégalités de participation et de mobilisation (Chaumel et La Branche 2008) autour de projets environnementaux.

Nous analysons ces capacités inégales des habitants à partir de deux terrains d'études à l'échelle de l'Eurométropole[12]. Les choix méthodologiques se concentrent tant à l'échelle des particuliers producteurs d'énergies vertes (la commune de Plobsheim, située en périurbain proche) qu'au niveau d'une installation d'une centrale de cogénération comme système de chauffage auprès d'un bailleur social (la Cité de l'Ill)[13]. L'originalité des résultats tient à la dimension comparative entre la réception sociale des enjeux énergétiques dans un quartier résidentiel et à l'échelle d'un d'habitat populaire. La comparaison montre que les acteurs sont inégalement disposés à transformer leur préoccupation en propension à agir envers la transition énergétique. En effet, les difficultés à reconnaître les innovations appropriées et à s'orienter dans l'espace des technologies énergétiques (solaire thermique, photovoltaïque,

RSS57.indb 170 22/05/17 14:30

cogénération)[14] génèrent des inégalités de contribution (Gadrey 2007). Ces implications différenciées fabriquent de nouvelles inégalités en excluant les acteurs les plus fragiles ou précaires de la possibilité de contribuer à la production d'un bien commun valorisé socialement.

Outre l'effet limité de ces instruments à l'accompagnement au changement, l'étude observe également les dispositifs incitatifs et prescriptifs à destination des collectifs. En effet, la transition à un nouveau mode de chauffage au sein du quartier « la Cité de l'Ill » s'appuie sur un mode de régulation vertical et descendant qui impose un usage normatif (Akrich et Méadel 1999) des ressources (consommation d'eau, température de confort fixée à 20° C). Cette maîtrise de la consommation d'énergie se traduit dans des dispositifs visant à responsabiliser les particuliers à des « écogestes ». Or, à défaut de socialiser les locataires aux enjeux environnementaux, ces instruments sont davantage perçus comme l'imposition de prescriptions qui « disciplinent » les usagers. Ce contrôle de l'énergie désigne non seulement les « bonnes pratiques » qualifiées de durables et celles qui seraient désormais à proscrire (Tozzi 2013), mais révèle également une transition énergétique à « deux vitesses » (Christen et Hamman 2015). Comparativement aux solutions à destination des particuliers (propriétaires), le dispositif « éco-gestes » affecté à l'habitat social laisse peu de possibilités à des initiatives individuelles, la participation citoyenne étant limitée à la maîtrise de la consommation.

En amont de la question des inégalités environnementales se pose la question des potentiels socio-écologiques des villes, en d'autres termes, de la capacité de la ville à procurer une bonne qualité de vie aux citadins. Cette question a été abordée sous un angle différent, mais complémentaire de celui adopté par l'étude précédente. En effet, elle s'intéresse à la végétation urbaine comme une composante fondamentale de la ville, et à ses bénéfices rendus à la société , ces derniers étant généralement désignés de « services écosystémiques ».

En dépit des controverses qu'il suscite, le concept de « services écosystémiques » s'est imposé dans la littérature scientifique anglo-saxonne. La recherche française, quant à elle, reste encore réticente en raison des ambiguïtés sémantiques qui lui sont associées et de sa médiatisation à travers les approches économiques. L'objectif de cette étude a été d'une part de désenclaver les savoirs scientifiques dans le but de concrétiser et de rendre opérationnelle l'évaluation des « services écosystémiques » à l'échelle de la ville de Strasbourg et d'autre part, d'accorder une place à l'évaluation écologique qui a été souvent en marge des débats portés sur les services écosystémiques. Ainsi, à travers une démarche ascendante fondée sur la caractérisation de la végétation urbaine, cette étude a permis d'appréhender le fonctionnement des arbres urbains et d'en quantifier les bénéfices rendus à la société. Dans ce contexte, le modèle « i-Tree Eco » a été appliqué à l'échelle de la ville de Strasbourg. Fondé sur des indicateurs biophysiques « i-Tree Eco » a quantifié les services de stockage de carbone (128 000 tC), de séquestration du carbone (4 060 tC / an), d'élimination des polluants atmosphériques (1,2 t / an de CO ; 13,84 t / an de NO_2 ; 55,87 t / an de O_3 ; 11,76 t / an de PM_{10} ; 4,5 t / an de $PM_{2.5}$ et 1,03 t / an de SO_2). Il a quantifié également le taux des émissions biogéniques (27 t / an) (considéré comme un effet négatif des arbres).

Bien que le recours au modèle soit empreint d'incertitude, il a permis de démontrer le potentiel des arbres à produire des services au profit de la société et d'appréhender, par conséquent, le concept de « services écosystémiques » à travers sa dimension écologique. Une telle démarche prouve que l'acceptation de la transversalité de ce concept par les chercheurs français est une piste de recherche prometteuse dans un contexte de connaissance partielle et permet d'aller au-delà de sa connotation monétariste de la Nature. Outre son caractère transversal, le concept des services écosystémiques pourrait être problématisé sous une dimension sociale. En effet, les bénéfices de la végétation urbaine sont-ils révélateurs d'une traduction spatiale de nouvelles formes d'inégalités urbaines ?

Ces deux interventions se rejoignent sur la diversité des problématiques environnementales et écologiques à l'échelle des villes. Elles nous montrent que la mise en dispositif du développement durable est susceptible d'induire de nouvelles lignes de partage, qui sont autant de frontières sociales (Hamman 2012) pouvant redoubler les inégalités économiques et socio-spatiales existantes, voire en générer de nouvelles. La comparaison entre deux quartiers de l'Eurométropole (un quartier résidentiel et un autre d'habitat social) montre une opérationnalisation de la transition énergétique contrastée. L'implication des habitants est alors limitée pour le second (quartier d'habitat social) à une maîtrise de la consommation en « bout de tuyau » (Coutard 2010). Nous pouvons évoquer les effets d'une politique environnementale « régressive » (Theys 2007) qui révèlent des inégalités d'accès à des aménités urbaines, c'est-à-dire à l'ensemble des équipements, biens et services proposés dans un espace urbain (transports, espaces verts, services publics ou de loisirs…). L'identification d'inégalités d'exposition aux nuisances et aux risques industriels est susceptible de s'ajouter aux inégalités sociales (précarité, accès au logement), car les espaces à faible qualité environnementale accueillent des catégories de populations modestes. Par ailleurs, cette entrée renvoie à des capacités différentes des acteurs à agir sur leur environnement (Theys 2007), où les populations défavorisées « ne sont pas insensibles à l'environnement » (Emelianoff 2008 : 19), mais « inégalement dotées en moyens pour agir » (Faburel 2008 : 111).

Conclusion

Ces trois ateliers mettent en évidence des approches différentes et complémentaires des frontières existantes dans la ville de Strasbourg. En effet, nous avons pu observer que la mise en visibilité des différentes frontières dans la ville révèle un effet d'ac-

RSS57.indb 171 22/05/17 14:30

cumulation de situations inégalitaires souvent masquées et renforcées par des changements globaux (rénovation, mobilité, transition énergétique, aménités urbaines, etc.).

Le premier atelier a montré comment le rapport à la ville de Strasbourg peut renforcer l'identité sociale des habitants. Les individus aux positions sociales élevées adoptent une représentation abstraite de l'espace urbain qui favorise une certaine comparaison et valorisation sociale. Dans un contexte de compétition urbaine aux niveaux européen et mondial, on comprend que cette prise de position renforce une identité dominante et participe aux inégalités sociales. Ainsi, les cognitions portées à la ville constituent de réelles frontières vécues différemment selon les positions sociales des individus. La patrimonialisation de l'espace joue en ce sens une place centrale dans cette compétition. Comme le montrent les entretiens réalisés avec les habitants de la Neustadt, les modes d'appropriation de l'espace urbain varient entre les groupes sociaux. Certains cherchent à entretenir l'aspect historique et symbolique des lieux alors que d'autres cherchent à entretenir leurs expériences personnelles. Les cognitions des groupes sociaux dominants se rapprochent alors plus de l'idéologie dominante liée au patrimoine que celles des groupes plus modestes, permettant ainsi une valorisation plus légitime.

Le deuxième atelier s'est concentré sur les frontières physiques et subjectives qui traversent la ville à travers l'étude de deux quartiers populaires strasbourgeois : le quartier Gare et le Neuhof. Le quartier gare qui fait l'objet d'un processus de gentrification voit l'émergence de nouvelles frontières en son sein, fortement marquées par les inégalités sociales, entre les bâtiments (et leurs habitants) qui sont considérés comme « dignes » d'être « mis en valeur » et les « autres ». Quant au quartier du Neuhof, il est perçu ici à travers les yeux d'une de ses habitantes. Son témoignage révèle les effets de la marginalisation, liés au fait d'habiter un quartier populaire, et ses enjeux en termes de genre. Mais il met également en évidence les capacités d'action des habitants et la plasticité de leurs identifications en fonction des contextes, c'est-à-dire des frontières socio-physiques vécues. De cette façon, nous remarquons que les frontières sont dynamiques et qu'elles affectent autant l'aspect physique que social d'une ville. Les rénovations, les restructurations et les nouvelles implantations sont à la fois les moteurs et les symptômes des ramifications physiques, économiques, sociales et culturelles qui influencent les pratiques et représentations des habitants. Ces derniers se retrouvent alors dans des espaces géographiques fragmentés où les inégalités sociales règnent.

Dans le troisième atelier, ce sont les problématiques environnementales et écologiques qui ont été abordées. Il a d'abord été question d'analyser l'inégale participation de la population à la production d'« énergie verte » puis de prendre en considération les bénéfices de la végétation urbaine dans la ville, encore appelés « services écosystémiques ». Ces deux interventions ont rendu compte les inégalités sociales liées à ces deux enjeux environnementaux : les publics les plus précaires ayant moins accès aux possibilités de participation à la transition énergétique ainsi qu'à une végétation urbaine propice à réduire la pollution urbaine et les gaz à effet de serre. Les dispositifs du développement durable peuvent ainsi être la résultante et la cause de frontières sociales qui renforcent les inégalités économiques et socio-spatiales existantes, ou qui en génèrent de nouvelles. Par exemple, il s'avère que les espaces à faible qualité environnementale accueillent des catégories de population modestes qui disposent de la sorte de moindres capacités à agir sur leur environnement.

Finalement, nous notons qu'aux frontières visibles de l'espace urbain s'additionnent les « frontières immatérielles, invisibles » qui structurent les « modes d'appréhension et anticipent les conduites et les rapports à l'espace » (Escallier 2006). Appréhender ces différents types de frontières demeure un défi auquel différentes disciplines peuvent contribuer. Cependant, il apparaît évident qu'une multiplicité des disciplines et des méthodes de recherches est nécessaire pour pouvoir approfondir ces thématiques. Malgré les différences disciplinaires, théoriques ou encore méthodologiques qui peuvent rendre difficiles les échanges, l'objet « ville » ne semble pouvoir s'appréhender totalement que de cette façon. Cette journée d'étude aura notamment réussi à mettre en évidence des points communs perceptibles qu'il reste à décrire et à analyser : la force des relations entre l'« individu » et la « structure », entre l'individu et la ville socio-physique, ainsi que l'importance des rapports sociaux dans la structure et la dynamique des frontières de l'espace urbain.

Remerciements

Nous tenons à remercier Sandrine Glatron, Barbara Morovich et Thierry Ramadier d'avoir accepté d'être les discutant-e-s de cette journée d'étude et d'avoir participé à la table ronde sur les acteurs des projets urbains. Leurs contributions et réflexions nous auront permis de considérablement enrichir nos perspectives.

Bibliographie

Akrich M. & Méadel C. (1999), Histoire des usages modernes, *in Énergie, l'heure des choix*, Paris, Éditions du Cercle d'Art, p. 25-91.

Bertaux D. (2006), *Le récit de vie*, Paris, Armand Colin.

Brubaker R. (2001), « Au-delà de l'"identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 4, n° 139, p. 66-85.

Chaumel M. & La Branche S. (2008), « Inégalités écologiques : vers quelle définition ? », *Espace populations, sociétés*, 1, p. 101-110.

Christen G. & Hamman P. (2015), *Transition énergétique et inégalités environnementales. Énergies renouvelables et implications citoyennes en Alsace*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg.

Coutard O. (2010), Services urbains : la fin des grands réseaux ?, *in* Coutard O. Lévy J.-P. (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Économica-Anthropos, p. 102-129.

Dias P. (2016), *Les représentations spatiales de la ville et les mobilités quotidiennes au prisme des positions sociales : une approche socio-cognitive des ségrégations socio-spatiales*, thèse de docto-

RSS57.indb 172 22/05/17 14:30

rat, Université de Strasbourg et Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, 393 p.
Djament-Tran G. (2015), « L'actualisation du patrimoine face à la métropolisation. Le cas de Saint-Denis », *L'information géographique,* 79, p. 41-54.
Elias N. & Scotson J.-L. (1997), *Les logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.
Émélianoff C. (2008), « La problématique des inégalités écologiques, un nouveau paysage conceptuel », *Écologie & politique*, 35, p. 19-31.
Escallier R. (2006), « Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations », *Cahiers de la Méditerranée*, 73, p. 79-105.
Faburel G. (2008), « Les inégalités environnementales comme inégalités de moyens des habitants et des acteurs territoriaux », *Espace, populations, sociétés*, 1, p. 111-126.
Frémont A. (1976), *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.
Gadrey J. (2007), « Évaluation des biens environnementaux et nouveaux indicateurs de richesse », *Cahiers français*, 337, p. 55-61.
Ghorra-Gobin C. (2007), « Une ville mondiale est-elle forcément une ville globale ? », *L'Information Géographique*, 71, p. 32-43.
Gravari-Barbas, M. (2005), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
Hamel C., Simeant J., (2006), « Genre et classes populaires », *Genèses*, vol. 3, n° 64.
Hamman P. (2012), (dir.), *Ville, frontière, participation : de la visibilité des processus démocratiques dans la Cité*, Paris, Éditions Orizons.
Hammann P., Hintermeyer P. (2012), « Revisiter les frontières », *Revue des sciences sociales*, n° 48, p. 8-15.
Hamnett C. (1984), Gentrification and residential location theory: a review and assessment, *in* Herbert D., Johnston R.J. (dir.), *Geography and the urban environment*, Chichester, Brisbane, Wiley, p. 283–320.
Heinich N. (2009), *La fabrique du patrimoine : de la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Maison des sciences de l'homme.
Jamoulle P. (2008), *Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, Paris, La Découverte.
Lefebvre H. (1972), *Espace et politique (le droit à la ville II)*, Paris, Anthropos.
Lepoutre D. (2001), *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
Létourneau A. (2008), « La transdisciplinarité considérée en général et en sciences de l'environnement », *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, 8 (2), http://vertigo.revues.org/5253, consulté le 03/02/2016.
McIntyre N.E. *et al.* (2008), « Urban Ecology as an Interdisciplinary Field: Differences in the use of 'Urban' Between the Social and Natural Sciences », *Urban Ecolog*, p. 49-65.
Rahmani F. (2008), Adolescence, quartiers populaires de type grand ensemble, images médiatiques et re-présentations sur la scène publique, *in* Le Breton D. (dir.), *Cultures adolescentes. Entre turbulence et construction de soi*, Paris, Autrement, p. 151-164.
Ramadier T. (2009), Capital culturel, lisibilité sociale de l'espace urbain et mobilité quotidienne, *in* Dureau F. et Hily M. (éd.), *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Essais, p. 137-160.
Rapoport A. (1980), « Environmental preference, habitat selection and urban housing », *Journal of social issues,* 36, p. 118-134.
Semmoud, N. (2005), Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme ?, *in* Gravari-Barbas M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 265-278.
Theys J. (2007), Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutuellement ? Essai d'interprétation à partir du thème des inégalités écologiques, *in* Pierre Cornut, Tom Bauler, Edwin Zaccai (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, p. 24-35.
Tozzi P. (2013), « Ville durable et marqueurs d'un "néo-hygiénisme" ? Analyse des discours de projets d'écoquartiers français », *Norois*, 227, p. 97-113. http:// norois.revues.org/4700.

Notes

1. Personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, de service et de santé.
2. Il s'agit d'une échelle en quatre points par laquelle la personne interrogée exprime son degré d'accord ou de désaccord vis-à-vis de l'importance de ces dimensions pour caractériser les lieux.
3. Ce sont des groupes qui se caractérisent par une surreprésentation d'enseignants-chercheurs et de BIATSS de catégorie A.
4. Ils ont par exemple une activité professionnelle qui est beaucoup plus internationalisée (déplacements, contacts, échanges, etc.) par rapport aux autres groupes traités dans cette étude.
5. Voir l'article de Blanc-Reibel « La Neustadt (Strasbourg), l'exemple de construction d'un patrimoine urbain » dans ce présent numéro.
6. Par le terme « populaire » nous entendons, comme le font Christelle Hamel et Johanna Siméant, le fait que les individus qui y vivent soient « soumis à des mécanismes de domination économique » à l'origine de situations de précarité.
7. Un travail de recherche qui porte plus précisément sur les processus de gentrification à Strasbourg.
8. Secteur sauvegardé par arrêté interministériel puis révisé en un Plan de sauvegarde et de mise en valeur.
9. Il s'agit d'un nom d'emprunt.
10. Une recherche qui porte sur les dynamiques des relations filles-garçons au sein de deux quartiers populaires à Strasbourg et à Francfort.
11. Suivant la définition de l'identification de Rogers Brubaker, à savoir que « […] la manière dont une personne s'identifie – et dont elle est identifiée par d'autres – est sujette à de nombreuses variations en fonction du contexte ; l'auto-identification et l'identification de l'autre sont fondamentalement des actes situationnels et contextuels. » (p. 75)
12. Ces terrains d'étude ont été conduits depuis 2012 dans le cadre du programme de recherche européen INTERREG IV « Plan Énergies renouvelables », qui questionne l'acceptabilité sociale de projets d'énergies renouvelables dans l'espace du Rhin supérieur, et en particulier en Alsace et en Palatinat. L'équipe de recherche du volet sociologique du programme européen comprend respectivement Guillaume Christen, post-doctorant au laboratoire Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE, UMR 7363 CNRS-Université de Strasbourg) ; Isabelle Hajek, maître de conférences à l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional (IUAR), faculté des Sciences sociales, UdS/UMR SAGE ; Philippe Hamman, Professeur à l'IUAR, faculté des Sciences sociales, UdS, directeur-adjoint de l'UMR SAGE ; et Maurice Wintz, maître de conférences, directeur de l'IUAR, faculté des Sciences sociales, UdS/UMR SAGE.
13. L'analyse s'appuie sur une enquête quantitative à la Cité de l'Ill et à Plobsheim (plus de 300 questionnaires exploités), complétée par des observations et une dizaine d'entretiens avec des habitants. L'enquête de terrain et l'analyse statistique par tris croisés ont été réalisées avec l'appui de Camille Cretté, dans le cadre d'un stage de master 2 de Démographie à l'UMR SAGE.
14. Le questionnaire diffusé comporte des modalités destinées à tester les formes de connaissances que les acteurs ont des différents systèmes énergétiques.

RSS57.indb 173 22/05/17 14:30